



En l'absence d'Elio Di Rupo (PS), en vacances du 20 juillet au 4 août, c'est l'échevin des Fêtes, des Sports et du Patrimoine, Achille Sakas (PS) qui officie comme bourgmestre faisant fonction de la Ville de Mons. © AV PRESS.

Hainaut

Pour le MR, l'exécutif wallon tue la Province

Ce que le nouveau gouvernement propose, ce n'est pas une réforme, c'est une asphyxie qui, pour être lente, n'en est pas moins réelle. Bernard Liebin, chef de groupe MR à la Province de Hainaut, n'y va pas par quatre chemins : pour lui, les intentions du nouvel exécutif wallon sont claires. Et elles inquiètent le Mouvement Réformateur.

« Cette asphyxie des provinces avait déjà commencé sous le gouvernement Demotte - Antoine qui nous avait imposé la suppression d'une série de taxes », estime Bernard Liebin. Coût : 9 millions d'euros pour le Hainaut. « Une deuxième agression a eu lieu au début de ce mois lorsqu'il a été annoncé aux fonctionnaires provinciaux en charge de l'élaboration du budget que les quelques compensations accordées par la Région seraient maintenant supprimées de manière unilatérale et sans aucune concertation. Est-ce sérieux d'oser parler maintenant de diminuer le Fonds des provinces tout en disant qu'on ne touchera pas aux fonctionnaires ? », s'interroge le chef de groupe.

Bernard Liebin ironise également sur certaines mesures envisagées par le nouvel exécutif régional. « Contrôle de la Province par la cour des comptes : cela existe depuis dix ans. Proportionnalité politique dans les ASBL et régies : en Hainaut, d'application depuis douze ans. La Province doit être un service conseil vis-à-vis des petites et moyennes communes : fait régulièrement et souvent gratuitement en Hainaut ».

Pour le MR, ceux qui ont concocté cet accord gouvernemental ne connaissent rien au fonctionnement de la Province ou, pire, la méprisent. Au risque de démotiver l'ensemble du personnel provincial. ■ P.Lt

Hainaut occidental / La Démarche de l'après-croissance rejoint Ath Compostelle vert et solidaire

L'ESSENTIEL

● Durant quinze jours, beaucoup de démarcateurs se sont rencontrés, jusqu'à soixante à certains moments.

● Ils sont à la recherche d'un autre modèle économique, basé sur le respect de soi, d'autrui et de l'environnement, où l'on consomme ce que l'on produit.

« Saierait bien ce matin, avec tout ce vent », propose l'une des démarcateurs. Il y eut aussi les jours de réflexion au « Camping du bonheur », à Maubray, où les questions de souveraineté alimentaire et d'objection de croissance ont été au cœur des débats ; sans oublier les quatre jours à la Ferme du Dôrlou. Des activités organisées avec *Reclaim the fields* y étaient proposées : débats, discussion, trucs et astuces pratiques autour de l'installation paysanne avec des acteurs de l'agriculture bio, et deux jours d'immersion à la Ferme.

Au bout de ces deux semaines, démarcateurs de la première heure ou petits nouveaux, présents pour quelques jours ou plus longtemps, Wallons, Bruxellois, Gantois et même Lillois, sortent renforcés de leur croyance en une autre société. Celle de l'après-croissance.

Sans charte, sans statut juridique, la Démarche est un « collectif flou » sans étendard religieux, syndical ou politique. « On tente de construire une grille de réflexion par rapport à la société normale », explique Cathy. « La démarche nous permet d'expérimenter des solutions politiques auxquelles nous croyons », affirme quant à lui Bastien. Où le vivre ensemble prend tout son sens. Où le processus décisionnel se fait en groupe, grâce à un système de prise de parole en cercle qui tend à trouver un consensus maximal.

Une société respectueuse de l'environnement où l'autonomie dans la gestion des ressources est visée et dans laquelle on tend à consommer ce que l'on produit soi-même. « Mercredi soir, tout ce qu'il y avait sur le buffet, nous l'avions produit nous-mêmes. C'est un véritable bonheur, ça ! », s'exclame Bastien.

Pour lui et ses comparses, il est plus que temps, en cette période de crise, de proposer des alternatives au modèle économique et sociétal actuel. Plus respectueux d'autrui et de la planète. Ou l'on peut s'arrêter de courir pour marcher et prendre le temps. Pour l'heure, une utopie. Un autre lieu, parcouru l'espace de deux semaines. ■ REGINE LEJEUNE



« MERCREDI SOIR, TOUT CE QU'IL Y AVAIT SUR LE BUFFET, nous l'avions produit nous-mêmes. C'est un véritable bonheur, ça ! », s'exclame Bastien. © CORALIE CARDON.

« Il faut remettre du sens dans la vie et dans la bouffe... »

Marie
26 ans, de Pommerœul



Je suis venue ces quatre derniers jours mais j'étais déçue de ne pas pouvoir être là durant les deux semaines à cause de mon travail. Je sens que je n'ai plus les mêmes réactions qu'au début, notamment pour prendre une décision en groupe. Maintenant, ça me semble important de laisser une discussion mûrir. J'ai aussi trouvé qu'il y avait beaucoup de tendresse et de soutien dans la « Démarche ». C'est merveilleux de rencontrer des gens qui ont la même démarche que toi, qui estiment qu'il y a moyen de proposer une alternative à la société actuelle. Dans quelques jours, je vais monter un collectif agricole en Allemagne. Tout le monde me disait : « monter une ferme, ce n'est pas rentable ». Mais c'est quoi la rentabilité ? Bien sûr, l'agriculture, c'est dur mais c'est aussi magnifique. Il faut pouvoir trouver un équilibre entre ses rêves et les risques que l'on prend. Et moi j'estime qu'il faut remettre du sens dans la vie et dans la bouffe. R. Le

« Poser la question de la nourriture, c'est se questionner sur sa qualité »

Ben
40 ans, d'Assesse



Je suis arrivé à la Ferme jeudi dernier. Mais j'avais participé à quelques réunions de préparation et soutenu quelques idées. Et puis, j'avais participé aux deux mois de la « Démarche », l'an dernier. Cette année, il y a eu beaucoup de gens et aussi quelques nouveaux qui sont arrivés avec de nouveaux critères, ce qui a permis de redynamiser le processus. Cela a permis aussi de se défaire de nos réflexes de la société normale. Ici, manger est un questionnement. On est proche de nos besoins primaires. La vie en groupe, sans hiérarchie qu'on aurait pu tirer de la société, cela amène une prise de risques. Pour rechercher le consensus, on doit prendre du recul par rapport à sa première idée et trouver une solution qui réunira tout le monde. R. Le

24|1

Soignies : prêts verts à 0 %

À l'instar de Charleroi et Mons, Soignies dispose désormais d'un Fonds de réduction du coût global de l'énergie (FRCE). Celui-ci permet de financer, via des prêts à 0 % d'intérêt (10.000 euros maximum, remboursable en cinq ans), les travaux réalisés au profit de particuliers destinés à économiser l'énergie (isolation, châssis, chaudière, etc.). Des permanences sont organisées le mardi de 9 à 12h (ou sur rendez-vous) à l'hôtel de ville. Infos : 067/34.73.94 ou marie.henriet@soignies.be. (P.Lt)

ANTOING Concours artistique 2009

La Ville d'Antoing organise à nouveau son Prix artistique annuel (doté de 3.950 euros). Le concours est ouvert aux peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, céramistes, etc. Les candidats peuvent obtenir le règlement du concours et s'inscrire (pour le 16 octobre au plus tard) auprès de l'échevinat de la Culture (Place Bara, 19). Renseignements : Sonia Kennis, 069/44.69.00. (P.Lt)

THUIN Un petit train pour visiter le site de l'abbaye d'Aulne

Désormais, un sympathique tortillard sillonne le site touristique de l'abbaye d'Aulne et ses ruines cisterciennes. Le départ est fixé devant le restaurant Saint-Émilien, face à la Sambre. Le trajet dure environ 20 minutes. Départ dès 14h en semaine et dès 10h les samedis et dimanches. Prix : 3 euros. Info : Office du tourisme de Thuin, 071/59.54.54.

Charleroi / Bachelier en Sciences humaines et sociales et Master en Sciences du travail

Les cours de l'ULB voient le jour

Charleroi, ville « universitaire », c'est désormais du concret. En plus d'une décentralisation des Facultés Polytechniques de Mons et de l'UMH, la métropole hainuyère disposera à la rentrée de cours de jours dispensés par l'Université libre de Bruxelles (ULB). Les inscriptions seront ouvertes dès le 12 août.

L'arrivée de l'ULB, dans l'air depuis plusieurs années, avait été officialisée en mars dernier par le président du conseil d'administration de l'ULB Jean-Louis Vanherweghem. Elle portera sur une filière de jour et une autre à horaire décalé. La formation de jour porte sur un Bachelier en Sciences humaines et sociales (trois années). Elle forme des étudiants dans les domaines des sciences sociales et politiques. Ceux-ci pourront ensuite

poursuivre leur cursus universitaire en choisissant un des dix masters proposés par l'université, dont celui en Sciences du Travail, ce dernier étant dispensé en horaire décalé à Charleroi.

L'objectif de l'ULB n'est pas de vider une partie de ses auditoriums bruxellois d'étudiants venus de province mais bien de capter une nouvelle « clientèle ». « L'expérience a montré que ce type de décentralisation permettait d'accueillir des étudiants qui, sans elle, n'auraient pas entrepris d'études universitaires », explique pascal Delwit, Doyen de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'ULB. Les cours décentralisés lèvent en effet une double barrière économique (le coût de la location d'un kot) et culturelle (l'éloignement du foyer familial). La formule présente aussi

certains avantages pédagogiques : un taux de réussite plus élevé qu'ailleurs. C'est du moins le constat posé par l'UMH, qui organise depuis 2005 un bachelier en Sciences de gestion. La raison ? Des groupes d'étudiants plus restreints, motivés, solidaires et développant un autre rapport avec leurs enseignants.

D'autres expériences se sont avérées pertinentes. À Mons, l'ULB participe à un Baccalauréat en Sciences de l'éducation avec l'UMH qui réunit quelque 80 étudiants en première année, ainsi qu'un autre en Droit, fréquenté par 120 étudiants en première année. « À Charleroi, nous espérons atteindre 100 à 150 étudiants en première année d'ici trois ans », poursuit pascal Delwit. Un objectif qui n'a rien d'irréaliste : à Charleroi, 16 % de

la population scolaire va à l'université, alors que ce taux atteint voire dépasse les 20 % dans les autres régions du pays. Il reste donc une marge de progression.

La première année de cours, qui débutera en septembre, sera dispensée dans les locaux de l'UMH à Charleroi (Boulevard Joseph II). Mais d'ici deux ans, l'ULB compte investir entre 30 et 40 millions d'euros dans des infrastructures neuves. La première étape sera l'érection d'un auditorio, sur l'aile gauche de la caserne Trésignies. Les négociations sont en cours avec la Ville, confirme l'université. ■ PASCAL LORENT

ULB Charleroi, 38-40, bd. Joseph II, inscriptions à partir du 12 août (sur rendez-vous). Lundi et mercredi de 9 à 12h, mardi de 17 à 20h et vendredi de 9 à 12h et de 17 à 20h. Infos : 071/33.27.92.